



Communiqué de Presse de l'UCL-FCPE de Montreuil du 28 septembre 2017

Non à l'usage de la force policière contre les parents d'élèves

L'usage de la force policière, mandatée par la Préfecture de Seine-Saint-Denis, Mercredi 27 septembre au petit matin, contre une centaine de parents d'élèves et de riverains de l'usine SNEM, est inacceptable.

L'UCL-FCPE dénonce l'emploi disproportionné des forces de l'ordre contre des citoyens qui demandent à être sérieusement écoutés et entendus lorsqu'ils dénoncent les activités d'une usine polluante et l'inertie des pouvoirs publics depuis des années, ainsi que l'application du principe de précaution.

En effet, vers 10h, après une première tentative d'évacuation des manifestants rassemblés devant le portail de l'usine, et après le départ des élus municipaux, régionaux, et du député, la police a annoncé qu'elle ferait usage de la force pour libérer l'entrée.

La seconde charge a été plus violente : gaz lacrymogènes, des personnes jetées à terre, 6 blessés, dont deux ont dû partir aux urgences. Les policiers ont poursuivi un père jusqu'à son domicile.

Deux pères d'élèves, représentants élus FCPE des écoles Jules Ferry, ont été embarqués en garde à vue. Nous avons appris vers 21h qu'ils devaient être déférés ce jeudi 28 septembre devant le Tribunal de Grande Instance de Bobigny, sous les chefs d'accusation de « rébellion » et « jet de projectile ».

L'UCL-FCPE exige la libération immédiate et sans poursuites des deux parents d'élèves interpellés.

L'UCL-FCPE alerte également sur le fait que la police n'avait pas prévenu les directions des écoles avoisinantes. Ce sont des parents d'élèves qui l'ont fait. Des émanations de gaz lacrymogène arrivant dans la cour de l'élémentaire Jules Ferry 1, celle-ci a dû être évacuée, en pleine récréation.

Suite à une réunion tenue en urgence, mercredi après-midi, entre le Maire de Montreuil, les Maires-Adjointes à la Santé et à l'Education (qui avaient reçu l'UCL-FCPE lundi soir), et une délégation du collectif des parents, habitants, usagers du quartier,

et suite aux propos du Maire de Montreuil en conseil municipal le soir même,

l'UCL-FCPE prend note de la volonté, enfin exprimée publiquement, de prendre en considération les demandes, interpellations et connaissances produites par le collectif et ses soutiens depuis trois mois.

Il est plus que nécessaire que cette mobilisation conduise très rapidement à la fermeture de l'usine, à la dépollution du site et aux reclassement des salariés.

Montreuil, le 28 septembre 2017

Contacts :

Nathalie Baneux, présidente de l'UCL-FCPE de Montreuil : 06 78 88 07 28

ucl.fcpe.montreuil@gmail.com

<http://www.fcpe-ucl-montreuil.fr/>

<https://www.facebook.com/fcpe.ucl.montreuil/>